

*Questions orales***L'ÉNERGIE**

LA POSITION DU GOUVERNEMENT CONCERNANT L'UTILISATION DE CARBURANT PAR DES NON-CANADIENS

L'hon. David Crombie (Rosedale): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à propos du coût de l'énergie. Le fait que l'on vende du carburant subventionné par les Canadiens à des étrangers me préoccupe beaucoup.

Le ministre sait bien que les contribuables canadiens subventionnent les entreprises et les consommateurs étrangers puisqu'ils versent au moins 50 c. de subventions par gallon de carburant que ceux-ci utilisent. Je crois savoir que cela coûte dans les 100 millions au contribuable canadien. Le ministre pourrait-il nous dire s'il est en mesure de confirmer ce chiffre? Dans l'affirmative, je lui demanderais de préciser ce qu'il fait à ce sujet.

● (1430)

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Sur le premier point, madame le Président, je remarque qu'un député a mentionné hier le chiffre de 100 millions dans le cas des voitures individuelles. Mes services me disent que ce chiffre est largement supérieur au chiffre le plus probable. Pour être réaliste, il s'agirait plutôt de la moitié de ce chiffre. Il n'en est pas moins important et il ne faut pas s'en désintéresser, même si là-dessus les provinces perçoivent une taxe d'utilisation routière qui représente dans les 20 millions, ce qui fait quand même un élément de revenu.

Je tiens à assurer au député que j'examine la question dans son ensemble en ce qui concerne le transport maritime et aérien. Des consultations sont en cours avec les autres ministères, et j'espère pouvoir présenter avant longtemps des recommandations au cabinet.

Quant aux voitures individuelles, des consultations ont eu lieu avec le gouvernement de la province d'Ontario, principal endroit où le problème se manifeste, ainsi qu'avec les représentants de l'industrie et d'autres ministères fédéraux. J'attends les réponses de l'industrie pour la fin de ce mois, après quoi je serai encore une fois en mesure de présenter des recommandations à mes collègues et de faire connaître au député les mesures qu'il pourrait y avoir lieu de prendre.

M. Crombie: Madame le Président, j'ai entendu avec satisfaction le ministre dire qu'il examine la situation. Il y a de très nombreux Canadiens qui ne sont pas au courant de l'ampleur de ce problème et qui ne savent pas que nous nous trouvons en fait à financer des entreprises étrangères et des consommateurs étrangers.

Je prierais le ministre de faire savoir à la Chambre s'il s'agit de 20, de 50 ou de 100 millions, ou enfin de nous donner le chiffre, avant de prendre une mesure quelconque, pour que nous soyons renseignés au sujet non seulement des voitures et des camions, mais des navires et des compagnies aériennes. Voudrait-il rendre public ce renseignement, pour que les Canadiens sachent au moins combien ils donnent aux entreprises étrangères et aux consommateurs étrangers?

M. Lalonde: Madame le Président, le député n'ignore sûrement pas que ces renseignements ne sont pas de nature statistique. Nous devons nous fier à des approximations et à des suppositions. Les chiffres que je lui ai donnés sont, me semble-t-il, une approximation assez raisonnable de la subvention accordée aux automobilistes en cause.

Je le répète, nous devons aussi tenir compte de l'accroissement des impôts routiers qui viendront s'ajouter aux recettes provinciales et qui seront perçus sur l'essence dont la vente va augmenter. Quant à fournir des renseignements statistiques au député, cela me paraît impossible parce que ces renseignements ne sont pas certains. Tout au plus disposons-nous de chiffres approximatifs.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA BAISSÉ DE LA CROISSANCE RÉELLE SELON LE RAPPORT DE STATISTIQUE CANADA

L'hon. Sinclair Stevens (York-Peel): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Elle concerne évidemment les chiffres très alarmants publiés aujourd'hui par Statistique Canada qui a affirmé que durant le premier trimestre de l'année, la croissance réelle du Canada a diminué d'un demi point, soit de 2 p. 100 si l'on extrapole sur une période de un an.

Compte tenu du fait que le Canada n'a pas connu de telle baisse depuis le même trimestre de 1974, juste avant la dernière récession, le ministre des Finances peut-il nous dire s'il prévoit toujours que la croissance réelle du Canada cette année sera très légèrement positive de l'ordre de 0,5 p. 100?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, en réponse au député, je tiens à dire que je n'ai pas révisé ces prévisions. Le ministère des Finances n'a pas fait de nouvelles projections. Peut-être au fur et à mesure que nous avancerons durant l'année, devons-nous en effectuer d'autres.

M. Stevens: Madame le Président, j'espère que tous les députés ont remarqué que le ministre des Finances a dit qu'il n'avait pas révisé ses prévisions. Une guerre aurait le temps de se déclarer et de se terminer avant qu'il ne songe à modifier ses prévisions.

Permettez-moi de signaler au ministre que Statistique Canada soutient que la construction résidentielle a diminué de 6,1 p. 100 au cours de ce trimestre. Comme le gouvernement conservateur avait prévu cette baisse dans ce secteur et présenté en conséquence un crédit au titre des impôts fonciers et des intérêts hypothécaires pour essayer d'améliorer la situation, le ministre peut-il dire s'il compte présenter une loi comparable ou adopter des mesures visant à stimuler la construction résidentielle au Canada?

M. MacEachen: Non, madame le Président, nous ne tenons pas à représenter de mesure comparable à celle dont a parlé le député et qui était source d'injustices.

* * *

LES FINANCES

LA PRÉSENTATION D'UN BUDGET

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Madame le Président, ma question s'adresse aussi au ministre des Finances. Maintenant que Statistique Canada a publié des chiffres qui montrent une baisse réelle de l'économie, que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources nous dit qu'il faudra un certain temps avant d'en arriver à un accord avec l'Alberta et qu'on s'efforce de trouver une solution provisoire, maintenant